



## Westminster & City News

NUMÉRO 3

Du 22 au 28 janvier 2021

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

**Les indicateurs PMI de janvier signalent une chute prononcée de l'activité pendant le troisième confinement** – Selon les premières estimations, l'indice composite d'activité de Markit s'est établi à 40,6 en janvier, contre 50,4 en décembre et bien en-dessous du consensus (45,5). Cette chute confirme que le confinement de janvier a eu un effet plus sévère sur l'activité que celui de novembre, quoique moindre par rapport à celui du printemps 2020, le PMI s'était alors établi à 13,8 en avril 2020. Le PMI des services a chuté de plus de 10 points pour s'établir à 39,8 en janvier tandis que le PMI manufacturier a mieux résisté, en baisse de près de 5 points à 52,9. Au-delà des restrictions sanitaires, les entreprises ont indiqué que le Brexit avait également pesé sur l'activité, en augmentant les délais de livraison et réduisant l'offre de produits intermédiaires.

**Le déficit devrait atteindre les 20 % du PIB en 2020-2021, tel qu'anticipé par l'Office for Budget Responsibility** – Au mois de décembre, les dépenses du gouvernement ont augmenté de 26,1 % en glissement annuel, tandis que les recettes fiscales ont diminué de 1,2 %. Le déficit budgétaire du gouvernement a augmenté de 34,1 Md£ pour atteindre 270,8 Md£ sur les neuf premiers mois de l'année budgétaire 2020-21. Ce niveau reste bien inférieur aux prévisions de novembre de l'Office for Budget Responsibility (OBR), qui anticipaient un déficit de 315 Md£ sur la même période. Cependant, les statistiques officielles n'ont pas encore comptabilisé les pertes liées aux dispositifs de prêts garantis par le gouvernement, que l'OBR estime à 29,5 Md£ cette année. Les finances publiques devraient se détériorer davantage au T1 2021, en raison du confinement non-anticipé par l'OBR.

**Le marché du travail résiste mieux qu'anticipé grâce au dispositif de chômage partiel** – Le taux de chômage a augmenté de 0,1 pp en novembre pour atteindre 5 %, en dessous du consensus (5,1 %). Le nombre de personnes en emploi aurait diminué de 88 000 sur la période de septembre à novembre, en net ralentissement par rapport aux mois précédents. Les données des listes de paie indiquent que le nombre d'employés aurait même augmenté de 0,2 % en glissement mensuel en décembre (+52 000 emplois). Le taux de chômage devrait atteindre son pic au T2 2021, alors que le dispositif de chômage partiel doit disparaître fin avril et que 75 000 personnes techniquement classées comme inactives indiquaient en novembre qu'elles souhaitaient trouver un emploi. Les salaires hebdomadaires moyens, incluant primes, ont cru de 3,6 % en novembre contre 2,8 % en octobre, reflétant la perte importante d'emploi dans les catégories à faible salaire.

#### COMMERCE

**Le Royaume-Uni serait sur le point de parvenir à un accord de libre-échange avec l'Australie, ainsi qu'avec la Nouvelle-Zélande** – Les négociations commerciales avec l'Australie, dont le prochain cycle aura lieu en février, pourrait se conclure positivement dès mars prochain selon le quotidien [City A.M.](#) Le futur accord de libre-échange entre Londres et Canberra emporterait : des assouplissements des conditions de circulation des personnes et en particulier à la faveur des jeunes, une levée importante des barrières tarifaires, une ouverture du marché australien des télécommunications aux opérateurs britanniques, et une gratuité de l'itinérance pour les britanniques se

déplaçant en Australie. Pour mémoire, les échanges commerciaux entre les parties ont atteint 18,1 Md£ en 2019, et le *Department for International Trade* (DIT) estimait que la conclusion d'un accord se traduirait par une augmentation du PIB britannique très limitée, de 0,01 % à 0,02 % à horizon de 15 ans. Alors que le troisième cycle de négociations avec la Nouvelle-Zélande a débuté cette semaine, la presse britannique indique également qu'un accord de libre-échange pourrait également être conclu en avril. Enfin, le Royaume-Uni serait, selon Reuters, sur le point de déposer sa demande d'adhésion au partenariat transpacifique (PTPGP), avant même d'avoir présenté son étude d'impact.

## ACTUALITÉ FINANCIÈRE

**Un reporting climatique sera obligatoire dès octobre 2021 pour les fonds de pension au-delà de 5 Mds d'actifs** – [L'annonce](#) est consécutive à la consultation d'août 2020 qui cherchait à améliorer la gouvernance et le reporting des régimes de retraite au regard des risques climatiques. Le gouvernement a pris en compte un certain nombre de remarques de la place, notamment pour alléger l'effort de reporting et d'actualisation. Ainsi, les analyses de scénarii climatiques auront lieu tous les trois ans ; dans l'intervalle, une évaluation de la pertinence de l'analyse devra être conduite annuellement et suivie, le cas échéant, d'une actualisation. Par ailleurs, les données utilisées pour computer les différentes métriques ne devront être rafraîchies que sur une base annuelle. Enfin, les performances au regard des cibles fixées seront vérifiées annuellement, et non pas trimestriellement comme envisagé initialement. Une révision aura lieu en 2023, avec la perspective d'un élargissement du périmètre à des fonds plus petits.

**Le directeur général du National Economic Crime Centre alerte les députés sur le blanchiment d'argent russe au Royaume-Uni** – S'adressant à l'*Intelligence and Security Committee* du Parlement, Graemer Biggar a déclaré le 26 janvier que des milliards de livres faisaient l'objet d'opérations de blanchiment par des intérêts russes au Royaume-Uni et qu'il était "trop facile" de créer des sociétés de droit britannique à cette fin. Le comité avait déjà publié un rapport en 2020 qui détaillait le rôle joué par le pays dans le blanchiment de l'argent provenant de groupes de crime organisé et des oligarques russes, une activité qui aurait entraîné la création d'une "industrie florissante de facilitateurs" comprenant avocats, comptables et agents immobiliers. D'après l'ONG *Transparency International*, il y aurait au Royaume-Uni plus de 5 Mds£ de biens achetés avec de l'argent suspect, dont un cinquième proviendrait de Russie.

**L'émission d'obligations pour le financement durable au Royaume-Uni atteint 10 Mds£ en 2020** – Selon des données révélées par Refinitiv, le Royaume-Uni a ainsi représenté 36 % du marché obligataire de la finance durable en 2020, en très forte hausse par rapport à 2019 (5% du marché). Le Royaume-Uni est ainsi classé 6<sup>ème</sup> en Europe et 9<sup>ème</sup> au niveau mondial pour ce type de produits (*sustainable finance bonds*). Barclays ressort à la première place en termes de souscription d'obligations au Royaume-Uni avec une part de marché de 9,7 % en 2020.

**Le Royaume-Uni entame des pourparlers avec la Suisse sur un accord sur les services financiers** – Le Trésor britannique a déclaré que les deux parties s'efforceront de parvenir à un accord de reconnaissance mutuelle global et complet afin de réduire les coûts et obstacles pour les entreprises britanniques du secteur financier accédant au marché suisse (et réciproquement). Les discussions, consécutives aux premiers échanges de juin et septembre 2020 entre les autorités suisses et britanniques, devraient porter sur un large éventail de domaines, dont les assurances, la banque, la gestion d'actifs et les marchés des capitaux.

**La FCA réfléchit à rehausser le plafond de paiement sans contact et revoit son cadre sur les saisies de biens** – D'après la BBC, la FCA étudiera "prochainement" une éventuelle modification de la réglementation afin de permettre une augmentation de la limite de paiement sans contact de 45 à 100 £. Ceci fait suite à la hausse des paiements sans contact durant la pandémie, qui ont représenté jusqu'à 64 % de toutes les transactions par carte de débit en septembre 2020. Par ailleurs, la FCA a confirmé ses orientations de novembre 2020 concernant les saisies de biens en cas de défaillance sur un emprunt immobilier ; les établissements de prêt ne devront pas procéder à des saisies jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021 au lieu de fin janvier. En revanche, les dispositions concernant les crédits à la consommation ont été relâchées : la saisie des biens mis en collatéral de ce type de prêts sera à nouveau possible, à compter du 31 janvier 2021.

**Le Trésor britannique lance une consultation relative à la révision du régime des fonds britannique** – L'objectif de cette initiative est de renforcer la compétitivité et l'attractivité du pays par des améliorations portant sur les structures de financement, le régime fiscal et l'environnement réglementaire des fonds. La consultation, qui

s'achèvera le 20 avril 2021, ouvre plusieurs pistes afin notamment de simplifier les règles concernant les fonds de placement immobilier (*Real Estate Investment Trust*) et à réviser le régime de TVA pour les services de gestion de fonds. Des changements significatifs relatifs à la fiscalité des fonds pourraient être mis en œuvre ; une option étant d'exonérer totalement de l'impôt les fonds communs de placement. Une réflexion est également ouverte pour accélérer la procédure d'autorisation des fonds par le régulateur. Il souhaite ramener de deux mois à un seul le délai maximal pour un fonds Ucits. Enfin, pour favoriser l'investissement dans des actifs à long terme non liquides, sont examinées les possibilités offertes par de potentielles nouvelles structures de fonds comme les *Long-Term Asset Funds*, et le cadre fiscal qui serait alors approprié.

**Des députés britanniques appellent la Banque d'Angleterre (BoE) à renforcer les normes environnementales relatives à ses achats d'obligations** – Des députés de l'*Environmental Audit Committee* ont écrit au gouverneur de la BoE A. Bailey pour demander plus de "leadership" de la part de la banque en matière de changement climatique, tandis que le pays assume la présidence de la COP26 cette année. Ils ont qualifié d'"aléa moral" l'achat par la BoE d'actifs à forte composante en carbone, demandant un alignement rapide de ses programmes d'achat d'obligations d'entreprises avec les objectifs de l'accord de Paris. En effet, selon un rapport de la BoE de juin 2020, le portefeuille d'obligations d'entreprises de la banque, de l'ordre de 20 Mds£, correspond à une trajectoire d'augmentation moyenne de la température de 3,5°C d'ici 2100. Les parlementaires ont également demandé à la BoE d'exiger des entreprises bénéficiant d'un soutien public par le biais du *Covid Corporate Financing Facility* la publication de leurs informations financières liées au climat.

**Le directeur général d'HSBC a été interrogé mardi 26 janvier par le Foreign Affairs Committee sur la position de la banque à Hong Kong** – La convocation de Noel Quinn et de Colin Bell, directeur conformité du groupe, intervient après la décision de la banque de geler les comptes bancaires de militants hongkongais - tels que celui de l'ex-député démocrate Ted Hui - et du soutien apporté par la banque à la loi sur la sécurité nationale en 2019. N. Quinn a défendu les mesures prises, estimant que la banque ne pouvait pas « choisir à quelles lois elle obéissait » ni « formuler un jugement moral ou politique » sur les décisions prises par les autorités chinoises à Hong Kong. Pour rappel, bien que créée à Hong Kong en 1865, HSBC a transféré son siège social à Londres en 1993, devenant une banque britannique supervisée par la BoE. Elle reste la première banque de Hong Kong, où elle réalise un tiers de son chiffre d'affaires et 54 % de ses bénéfices avant impôts. L'an dernier, le groupe a annoncé un plan de restructuration en vue d'accélérer le pivot déjà engagé des États-Unis et de l'Europe vers les marchés asiatiques à forte croissance, et notamment vers la Chine continentale.

**Mastercard annonce une hausse importante de ses commissions interchanges** – Ces frais, prélevés par Mastercard pour chaque paiement par carte effectué sur leurs réseaux, avaient été plafonnés par l'UE en 2015. Toutefois, Mastercard a indiqué que ce plafond ne s'appliquerait plus à certaines transactions post-Brexit, les paiements entre le RU et l'Espace économique européen étant désormais considérés comme "interrégionaux". Mastercard facturera donc 1,5 % de la valeur de la transaction pour tout paiement en ligne par carte de crédit du RU vers l'UE à partir du 15 octobre 2021 - contre 0,3 % actuellement - et 1,15 % pour les paiements par carte de débit, contre 0,2 % actuellement. Cette hausse inquiète les entreprises qui recourent aux paiements en ligne, en particulier dans le contexte de pandémie, et dont les prix pourraient ainsi augmenter ou les marges décroître.

**Le lancement d'une nouvelle banque de détail numérique au Royaume-Uni aura lieu dans les mois à venir** – La nouvelle banque en ligne opérera sous la marque Chase du groupe américain JP Morgan et proposera, dans un premier temps, une gamme de services bancaires classiques. Le géant américain emboîte ainsi le pas à Goldman Sachs, qui avait lancé une stratégie similaire fin 2018 avec Marcus. La nouvelle banque a déjà créé plus de 400 emplois au Royaume-Uni et prévoit des embauches supplémentaires au fur et à mesure de son développement.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 28 janvier 2021

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-6,3%	-0,5%
PIB en glissement trimestriel		15,5%	0,0%
PIB par habitant		15,4%	-0,2%
Inflation (IPC)		0,6%	1,9%
Evolution de la demande	Investissement	15,1%	0,2%
	Consommation	18,3%	-0,3%
	Dépenses publiques	7,8%	-0,2%
	Exportations (B&S)	5,1%	-0,1%
	Importations (B&S)	13,2%	-0,5%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	18,8%	-0,8%
	Secteur de la construction	41,9%	-0,1%
	Secteur des services	14,2%	-0,6%
Parmi les services	Finance et assurances	2,2%	-0,4%
	Ventes au détail	17,3%	0,6%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,8%	4,1%
Taux d'emploi		75,3%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	28,5	31,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-2,0%	-0,3%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	2,9%	0,3%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-2,5%	0,3%
Taux d'épargne des ménages		29,1%	6,0%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-10,1%	-3,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	101,2%	84,9%
Investissement public net	-2,3%	-2,1%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-1,7%	-4,3%
Balance des B&S		1,2%	-1,0%
Balance des biens		-3,9%	-6,0%
Balance des services		5,1%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,10	1,13
	GBP/USD	1,29	1,30

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.